L'Alsace, 20 janvier 2015

SÉCURITÉ

Des sénateurs en quête de solutions contre le djihadisme

Cinq membres de la commission sénatoriale sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes ont visité, hier, plusieurs structures à Strasbourg et à Schiltigheim.

Philippe Wendling

En octobre dernier, le Sénat a nommé une *« commission d'enquête autour de l'organisation et des moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe »*. Ses conclusions, attendues pour le début du mois d'avril, viseront à proposer des mesures pour empêcher l'embrigadement des jeunes dans un islam radical et leur départ en Syrie (notamment). Quelque 3 000 à 4 000 Européens y seraient déjà partis grossir les rangs de Daech, parmi lesquels 1 240 Français.

L'Alsace *« n'est ni plus, ni moins touchée que les autres régions du pays »*, mais elle n'est pas épargnée par le phénomène, a estimé, hier, le sénateur UMP bas-rhinois André Reichardt à l'occasion d'une visite à Strasbourg et à Schiltigheim de cinq membres de cette commission sénatoriale, dont il est vice-président. Pour autant, pointe-t-élu, l'Alsace est emblématique dans ce dossier du fait, entre autres, de sa proximité avec Francfort, dont l'aéroport est un point de départ pour les candidats à la Guerre sainte. En décembre 2013, des jeunes du quartier strasbourgeois de la Meinau avaient foulé son tarmac pour rejoindre le front syrien. Cet épisode a encouragé la commission à se rendre en Alsace, a laissé entendre sa présidente Nathalie Goulet, sénatrice (UDI-UC) de l'Orne, en précisant qu'elle effectuait là sa première visite en région. En revanche, étant prévue depuis plusieurs semaines, sa date n'est pas à lier directement à la publication, mercredi, d'une vidéo d'un employé de la mairie schilikoise prônant le djihad (*L'Alsace* de samedi).

Une réponse sociale

La délégation sénatoriale s'est rendue à la Grande mosquée de Strasbourg, dans la prison de la ville et au lycée Mathis de Schiltigheim. Elle a également rencontré des membres de la communauté juive. *« Notre idée est de faire un travail de fond »*, explique le sénateur (PS) du Loiret Jean-Pierre Sueur en précisant que les travaux de la commission, dont il est le rapporteur, portent aussi bien sur l'éducation que sur le financement du terrorisme, la propagande sur Internet et le renseignement. *« Échec de l'intégration »*, déscolarisation, problèmes familiaux, défaut du *« vivre ensemble »* sont autant de *« morceaux d'un puzzle »* à reconstituer, souligne Nathalie Goulet.

Nathalie Goulet, présidente de la commission d'enquête du Sénat contre les réseaux djihadistes, hier à Schiltigheim. Photo L'Alsace/Jean-Marc Loos

« Les jeunes doivent retrouver une citoyenneté », poursuit l'élue en pointant la nécessité d'apporter une réponse sociale au sujet. Quoi qu'il en soit, un certain nombre de points législatifs, répressifs mais aussi sécuritaires, doivent être étudiés, voire revus, ne cachent pas les membres de la commission. Par exemple, il est nécessaire de comprendre les *« trou dans la raquette »*, c'est-à-dire com ment les candidats au djihad parvier nent à partir sans éveiller les soup cons, ou du moins sans être arrêtés Pour Nathalie Goulet, face à *« ces dé faillances »*, de nouvelles lois ne serv blent pas forcément obligatoires. est impératif, en revanche, d'octroye *« plus de moyens »* aux services d renseignement.

Phoca PDF